

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE

A/33/240
25 septembre 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Trente-troisième session
Point 77 b) de l'ordre du jour

QUESTIONS RELATIVES A L'INFORMATION

Liberté de l'information

Note du Secrétaire général

1. Le point intitulé "Liberté de l'information" renvoie au projet de convention sur la liberté de l'information et au projet de déclaration sur la liberté de l'information, qui sont respectivement à l'ordre du jour de l'Assemblée générale depuis ses quatorzième et quinzième sessions.
2. A la 105ème réunion plénière de sa trente-deuxième session, le 16 décembre 1977, l'Assemblée générale n'ayant pu, faute de temps, étudier la question intitulée "Liberté de l'information" a décidé, sur la recommandation de la Troisième Commission, de l'inscrire à l'ordre du jour provisoire de sa trente-troisième session et de l'étudier en lui accordant le rang de priorité voulu (décision 32/436).
3. Dans une note soumise à l'Assemblée générale lors de sa vingt-sixième session (A/8340), le Secrétaire général lui rendait compte de l'examen de la question par différents organes de l'ONU. Les documents suivants étaient annexés à cette note 1/ :
 - a) Préambule et articles 1 à 4 du projet de convention sur la liberté de l'information, adoptés par la Troisième Commission;
 - b) Articles 5 à 19 du projet de convention sur la liberté de l'information, non encore examinés par la Troisième Commission;
 - c) Observations et propositions concernant les articles 5 à 19 du projet de convention sur la liberté de l'information (A/3868 et Add.1, 2 et 8; A/4173 et Add.1 et 2);
 - d) Amendement au projet de convention sur la liberté de l'information, présenté par la Colombie, l'Equateur et le Venezuela (A/C.3/L.843);

1/ Conformément aux dispositions de la résolution 2836 (XXVI) adoptée par l'Assemblée générale le 17 décembre 1971 au sujet des publications et de la documentation de l'ONU, les documents susmentionnés (Annexes à la note A/8340), ne sont pas reproduits dans la présente note. On peut obtenir des exemplaires de la note sur demande.

- e) Résolution adoptée par le Conseil économique et social à sa 1111^{ème} séance plénière, le 21 avril 1960;
- f) Projet de déclaration sur la liberté de l'information.

4. Conformément à la résolution 1074 C (XXIX), adoptée le 28 juillet 1965 par le Conseil économique et social et modifiée ensuite par la résolution 1596 (L) du 21 mai 1971, les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies ou membres des institutions spécialisées ont été invités à soumettre tous les deux ans, selon un cycle continu, des rapports périodiques sur les questions suivantes : droits civils et politiques, droits économiques, sociaux et culturels, liberté de l'information. En 1977, lors de sa trente-troisième session, la Commission des droits de l'homme a examiné entre autres les rapports sur la liberté de l'information pour la période du 1^{er} juillet 1970 au 30 juin 1975, reçus de 46 Etats Membres (E/CN.4/1214 et Add.1 à 20 et Add.1/Corr.1) et de cinq institutions spécialisées (E/CN.4/1215 et Add.1 à 3 et Add.2/Corr.1), ainsi que les communications sur les questions émanant d'organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif. La Commission a également examiné un résumé analytique, établi par le Secrétaire général, des rapports et autres documents reçus (E/CN.4/1224).

5. En vertu des résolutions 1074 C (XXIX) et 1596 (L) du Conseil, le Comité spécial des rapports périodiques est chargé d'étudier et d'évaluer les rapports et autres informations reçus et de soumettre ses observations, conclusions et recommandations à la Commission des droits de l'homme. Lors de sa session de 1977 (31 janvier-4 février 1977), le Comité spécial a étudié la documentation et les rapports mentionnés ci-dessus sur la liberté de l'information. Dans son rapport à la Commission des droits de l'homme (E/CN.4/1226), le Comité spécial a noté entre autres que certaines délégations avaient souligné l'importance des accords régionaux sur la liberté de l'information et en particulier de l'Acte final de la Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki le 1^{er} août 1975. Certains membres du Comité spécial ont fait ressortir que dans les pays en développement notamment, l'information du public par les médias pouvait jouer un rôle important dans la promotion du développement économique et social.

6. A sa trente-quatrième session, la Commission des droits de l'homme a reporté à sa trente-cinquième session, en 1979, l'examen du rapport du Comité spécial.

7. Certaines initiatives prises au cours des dernières années sont susceptibles de mériter l'attention de l'Assemblée touchant cette question. Ainsi, des efforts ont été déployés pour rattacher le problème de la liberté de l'information à la situation et aux besoins présents, et il a été proposé que la communauté internationale cherche à établir un "nouvel ordre international de l'information" qui aille de pair avec le nouvel ordre économique international.

8. On attirera l'attention sur la résolution 31/139 de l'Assemblée générale, en date du 16 décembre 1976, sur la coopération et l'assistance pour l'application et l'amélioration des systèmes nationaux d'information et de communications de masse aux fins du progrès social et du développement (point 77 a) de l'ordre du jour de la trente-troisième session). L'Assemblée s'y déclarait convaincue que la mise en place ou le développement de ces systèmes joueraient un rôle important en vue d'accroître pour les peuples des pays en développement les possibilités de participer pleinement au développement national et à la promotion de la coopération internationale, notamment aux efforts déployés afin de réaliser les objectifs de la Stratégie internationale du développement pour la deuxième Décennie des Nations Unies pour le /...

développement et d'instaurer le nouvel ordre économique international. L'Assemblée était également convaincue que la mise en place ou l'amélioration des systèmes nationaux d'information et de communications de masse contribueraient beaucoup à préserver et à enrichir les valeurs culturelles de chaque pays et seraient l'une des méthodes les plus efficaces pour transmettre ses connaissances scientifiques et techniques et ses valeurs culturelles.

9. Il y aurait également lieu de mentionner la coopération entre les pays non alignés dans le domaine de l'information et des médias et en particulier les décisions prises à la première réunion du Comité de coordination du Pool d'agences de presse des pays non alignés, tenue au Caire du 10 au 12 janvier 1977 et à la première réunion du Conseil intergouvernemental de coordination de l'information et des grands moyens de communication des pays non alignés, tenue à Tunis du 28 février au 1er mars 1977.

10. Au cours des dernières années, l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, conformément à son mandat, a organisé un certain nombre de réunions internationales et régionales, en vue de donner une importance accrue à l'élargissement du concept de liberté de l'information tel qu'il relève de l'Acte constitutif de l'Organisation. La Conférence générale de l'UNESCO, tenue à Nairobi du 25 octobre au 30 novembre 1976, s'est tout particulièrement appesantie sur ce sujet. La Conférence générale a examiné et adopté un rapport 2/ sur les moyens de rendre possible une participation active au processus de communication et sur l'analyse du droit à la communication. Ce rapport analysait le concept que recouvre le droit à la communication, ainsi que les liens qui le rattachent à d'autres droits de l'homme. Il suggérait des domaines de recherche pour l'avenir et un programme d'action à entreprendre par l'UNESCO pour favoriser l'étude pluriculturelle du concept, la coordination et l'échange des données et proposait que se tienne en 1978 une réunion d'experts pour discuter des problèmes soulevés. En outre, en faisant sien le programme d'action, la Conférence a noté que l'apparition de nouvelles techniques justifiait l'étude d'un droit nouveau, le droit à la communication, et qu'il ne s'agissait pas de le substituer au droit déjà reconnu à la liberté de l'information, mais bien plutôt d'élargir et de renforcer l'application des droits existants.

11. La portée et la complexité des problèmes de communication ayant apparu dans toute leur ampleur à la session de la Conférence générale de l'UNESCO qui s'est tenue à Nairobi, il s'est révélé nécessaire d'adopter une nouvelle optique dans le cadre des moyens de communication existants de façon à tenir compte des divers points de vue exprimés par différents représentants en particulier des pays en développement. Une Commission internationale a été créée par l'UNESCO en vue d'étudier les problèmes de communication. La tâche de la Commission a été définie par le Directeur général comme étant la recherche d'un consensus sur ce qui devrait être un échange d'informations entre les hommes à la fois libre et équilibré et la recherche des moyens qui permettraient aux organes d'information de contribuer davantage aux progrès des peuples. La Commission a examiné les problèmes qui se posaient en matière de communication à sa première réunion en décembre 1977. Conformément à son mandat, elle a également organisé à Stockholm, en avril 1978, en collaboration avec le Gouvernement suédois, un séminaire international sur le thème de l'infrastructure de la collecte et de la diffusion des informations. Les agences de presse, journaux et organes de radio et de télévision les plus importants dans le monde ont participé à ce séminaire. La Commission présentera son rapport intérimaire à la Conférence générale de l'UNESCO en novembre 1978 et publiera ses conclusions en 1979.

2/ Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, document 19.C/93, du 16 août 1976.